



Suite à l'escalade des violences causant des pertes humaines et économiques dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, depuis octobre 2016, le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) a mené une investigation auprès des entreprises opérant dans ces zones. Les résultats de cette enquête du patronat camerounais, qui sont disponibles depuis le 13 septembre, ont permis de mettre en évidence les conséquences économiques et sociales de l'insécurité qui sévit actuellement dans ces régions.

Des entreprises consultées par le Gicam, 86% d'entre elles affirment que la crise dans ces régions a des répercussions négatives très importantes (50%), et importantes (36%) sur leurs activités. Selon les estimations sommaires réalisées, la crise a déjà coûté 2,153 milliards FCFA en termes de destructions de biens immobiliers, de matériels roulants et meubles.

Le manque à gagner en termes de chiffres d'affaires est estimé à 269,056 milliards FCFA dans les secteurs investigués : industries agroalimentaires, agro-industries locales, télécommunications, filière café – cacao, services agricoles et distribution.

Le Gicam souligne : « Il convient de signaler que le manque à gagner en termes de chiffres pour ces entreprises implique mécaniquement un manque à gagner immédiat de 5,9 milliards FCFA de recettes fiscales pour l'Etat, au titre de l'acompte de l'impôt sur les sociétés [dont le taux est fixé à 2,2% calculé sur le chiffre d'affaires] ».

En termes d'emplois, les pertes sont essentiellement celles des entreprises agro-industrielles.

Dans l'ensemble, près de 8 000 emplois relevant du secteur formel sont aujourd'hui menacés en plus des 6 434 emplois déjà perdus sur les sites en arrêt de production des agro-industries. Le Gicam arrive à la conclusion selon laquelle des mesures de sauvegarde s'imposent pour juguler cette situation. La plus importante est la stabilisation du contexte sécuritaire de manière à stopper la dégradation actuelle et enclencher un processus de retour à la paix dans l'ensemble du pays.

« Il est impératif d'éviter l'extension du climat d'insécurité à d'autres zones et régions du pays ; des cas de braquage d'entreprises par des groupes armés se signalant déjà dans la zone de Bonabéri[à Douala, la capitale économique du pays] », suggère le patronat camerounais.

Source : investir au cameroun
